



Déclassifié¹

AS/Soc (2016) PV 05 add

28 September 2016

Fsocpv05add_2016

Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable

Procès-verbal

de l'audition sur « Le besoin de justice sociale et fiscale et de confiance dans notre système démocratique / Pour une lutte efficace contre les dégâts de l'argent sale », tenue à Strasbourg le jeudi 23 juin 2016, de 8h30 à 10h

Pour le procès-verbal relatif aux autres points de l'ordre du jour de la commission, voir le PV05.

Le besoin de justice sociale et fiscale et de confiance dans notre système démocratique / Pour une lutte efficace contre les dégâts de l'argent sale

Rapporteur : M. Stefan Schennach, Autriche, SOC

[AS/Soc (2016) 27]

A l'ouverture de l'audition, **Mme Stella Kyriakides, la présidente** rappelle aux membres que la Commission a décidé, lors de sa réunion du 2 juin 2016 à Paris, de fusionner les propositions de résolution intitulées respectivement « Le besoin de justice sociale et fiscale et de confiance dans notre système démocratique » et « Pour une lutte efficace contre les dégâts de l'argent sale », et confirme la désignation de M. Stefan Schennach en tant que rapporteur. Une note introductive regroupant ces deux questions est présentée à la commission à la présente réunion. **La présidente** souhaite ensuite la bienvenue à l'expert, **M. Boudewijn Van Looij**, analyste de politique fiscale, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui s'est rendu disponible dans un délai très court.

M. Van Looij axe son exposé sur le « Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales » (ci-après le « Forum mondial »), qui comprend 135 juridictions membres (dont les 43 Etats membres du Conseil de l'Europe) et vise à assurer la mise en œuvre rapide et effective au niveau mondial des mécanismes internationaux d'échange de renseignements sur demande (EOIR) et d'échange automatique de renseignements (AEOI) grâce à un suivi approfondi et un examen par les pairs. Dans ce processus, le Forum mondial aide ses membres, particulièrement les juridictions qui ont moins de capacités, à mettre en œuvre les normes et à en tirer profit. Dans le cadre du nouvel arrangement relatif à l'échange automatique de renseignements, 101 juridictions se sont engagées à adopter la norme commune de déclaration (NCD) élaborée à la demande du G20 et approuvée par le Conseil de l'OCDE le 15 juillet 2014. Dans ce cadre, les juridictions sont invitées à se procurer des informations auprès de leurs institutions financières et à les échanger automatiquement avec d'autres juridictions sur une base annuelle. Ces mécanismes sont complétés par la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale, élaborée conjointement par l'OCDE et le Conseil de l'Europe en 1988 (et modifiée par un Protocole adopté en 2010), qui est un instrument essentiel pour la mise en œuvre des normes mentionnées.

Plus précisément, l'échange automatique de renseignements est un instrument visant à aider les membres du Forum mondial à recenser efficacement, grâce à un processus d'examen par les pairs mené en deux

¹ Le procès-verbal a été approuvé et déclassifié par la commission des questions sociales, de la santé et du développement durable lors de sa réunion du 21 septembre 2016 à Paris.

phases (qui concernent respectivement le cadre juridique et les mesures pratiques d'exécution), les domaines d'application juridique ou pratique des normes de transparence qui ont besoin d'être améliorés. Le Panama a fait l'objet d'un examen par les pairs de phase 1 en 2010, au cours duquel des lacunes importantes ont été identifiées, en particulier en ce qui concerne l'existence de sociétés qui émettent des actions au porteur (empêchant toute identification des propriétaires), l'absence d'obligation pour les entreprises de tenir des registres comptables et l'absence de traités permettant l'échange de renseignements.

Après deux examens supplémentaires visant à évaluer les changements réalisés en 2014 et 2015, l'examen par les pairs de phase 2 a été engagé et ses résultats devraient être publiés en octobre 2016. Dans le cadre de l'échange automatique de renseignements, le Panama s'est engagé à adopter la norme commune de déclaration en mai 2016 afin de procéder aux premiers échanges automatiques en 2018 au titre d'accords bilatéraux. Comme d'autres pays, le Panama doit se préparer à la NCD dans quatre secteurs clés : 1) le droit interne, 2) les capacités informatiques et administratives, 3) les accords internationaux et 4) la protection de la confidentialité et des données. Au niveau politique, les ministres des Finances du G20, réunis à Washington les 14 et 15 avril 2016, ont invité tous les pays concernés (y compris les centres financiers et les juridictions) à s'engager à adopter la norme d'échange automatique de renseignements à partir de 2017 et 2018, à signer la Convention multilatérale et à améliorer leur « note » dans la liste du Forum mondial afin d'atteindre un niveau satisfaisant en matière de transparence fiscale d'ici au sommet du G20 qui se tiendra en juillet 2017. Dans ce contexte, le Forum mondial et le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI) doivent faire des propositions sur les moyens d'améliorer l'application des normes internationales en matière de transparence (notamment la disponibilité, l'accessibilité et l'échange des informations sur les bénéficiaires effectifs), et l'OCDE, en coopération avec les pays membres du G20, doit établir des critères objectifs pour identifier les juridictions non coopératives. À cet égard, les pays membres du G20 doivent envisager des mesures défensives si des progrès, tels qu'évalués par le Forum mondial, ne sont pas accomplis dans ce domaine.

Pour de plus amples informations sur le Forum mondial, voir : <http://www.oecd.org/tax/transparency/about-the-global-forum/>.

M. Schennach remercie l'expert pour cet exposé impressionnant. Les paradis fiscaux continuent d'être caractérisés par un manque de transparence dû à des cadres juridiques insuffisants. Tandis que les plus riches font circuler leur argent en toute légalité en vue de bénéficier d'un « crédit d'impôt fictif », les ressources financières font défaut pour les systèmes de retraite et d'autres domaines de la sécurité sociale importants pour la cohésion sociale. Le montant total des sommes soustraites chaque année au système fiscal pourrait en effet couvrir les dettes de l'ensemble des États membres de l'Union européenne. Les pays européens prennent actuellement leurs dispositions en la matière : l'Allemagne, on le sait, a acheté des données de façon illégale, la Suisse et le Liechtenstein observent les acteurs financiers, etc. En outre, il est essentiel que les pays qui sont considérés comme des « paradis fiscaux », comme le Panama, soient tenus non seulement de s'engager verbalement à appliquer les normes internationales, mais également de les mettre en œuvre dans la pratique. L'évasion fiscale n'est pas une peccadille ; c'est un moyen que même les entreprises internationales emploient pour se soustraire à leurs obligations fiscales d'une manière légale, mais qui est très discutable d'un point de vue moral : en effet, est-ce acceptable ou légitime d'avoir sauvé des banques avec de l'argent public qui a ensuite été investi au Panama ? Et pourquoi des groupes multinationaux comme Amazon ou Starbucks ne paient-ils pas d'impôts ? Ces questions, ainsi que des aspects liés à l'évasion fiscale et au blanchiment d'argent, seront examinés dans son rapport. La contribution apportée par le Forum mondial, que l'expert vient de présenter, est cruciale à cet égard.

M. Davies convient que les pays européens ont besoin d'une approche unifiée, notamment, et surtout, au moment où le Royaume-Uni pourrait quitter l'UE. Les sociétés « *offshore* » qui n'ont été créées que dans un but d'évasion fiscale devraient être mises en cause. La question est également étroitement liée au Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP), qui permettra encore une fois aux sociétés puissantes de faire circuler leur argent. On devrait donc parler non seulement de la divulgation éventuelle des « Panama papers » et d'autres, mais aussi de leur légalité de manière générale.

Mme Dalloz espère également que la législation européenne fera des progrès visibles et garantira une plus grande transparence des transactions financières, d'autant plus que de nombreuses banques sont soutenues par des fonds publics. On sait que certains pays ne respectent pas les règles de la transparence ; il convient donc de mettre à jour la liste chaque année et de surveiller étroitement les violations des normes.

Mme Alqawasmi, qui représente la Palestine, « partenaire pour la démocratie » de l'Assemblée, souhaite que les échanges d'informations fiscales soient mondialisés et que la surveillance internationale ne s'arrête pas à certaines frontières.

M. Melkumyan estime que de nombreux pays ont déjà une expérience du traitement de ce genre de situations. Chaque banque centrale a les moyens de lutter contre le manque de transparence et beaucoup d'informations sont disponibles sur les législations respectives et les moyens de les mettre en application. Il se demande par conséquent s'il faut s'attendre à de meilleurs résultats au cours des deux prochaines années.

M. Van Looij rappelle que les ministres des Finances du G20 ont mis la pression sur les États membres pour qu'ils progressent dans ce domaine et ne puissent plus rester aussi facilement en dehors du « cercle de la transparence ». Quelques améliorations concrètes ont déjà été enregistrées, notamment en ce qui concerne les changements d'ordre législatif. La coordination entre les juridictions reste d'une importance capitale, et les informations fiscales, notamment sur les propriétaires individuels, doivent être échangées de façon de plus en plus automatique dans le cadre des accords internationaux multilatéraux. Toute législation dans ce domaine doit être exhaustive, viser les banques et les systèmes fiscaux, et couvrir toutes les informations pertinentes sur les processus concernés, notamment les délais de conservation des données et la qualité des données à enregistrer. L'expert est personnellement convaincu que des progrès concrets seront accomplis d'ici deux ans, étant donné que les changements législatifs font l'objet d'un suivi attentif et qu'une assistance est fournie à tous les pays qui le demandent.

M. Schennach considère également que des progrès peuvent être accomplis dans des délais très courts. Sans les réseaux internationaux (tels que le réseau « *Tax Justice Network* » [Réseau pour la justice fiscale]), les ONG et les journalistes d'investigation, le G20 n'aurait pas reconnu la nécessité d'une action rapide. Dans son rapport, le Panama a été examiné à titre d'exemple ; d'autres « paradis fiscaux » importants ont fait l'objet d'une attention accrue, par exemple, les Îles Vierges britanniques, ainsi que les Îles Caïmans ou Jersey et, parmi les pays, le Luxembourg, Singapour, Bahreïn et les Émirats arabes unis. Enfin, les « *Delaware papers* » représentent également un grand défi à relever.

A l'issue du débat, **la présidente** signale que M. Schennach suggère de modifier le titre de son rapport, qui repose sur deux propositions fusionnées et comprend donc deux titres distincts comme souligné au début de la réunion. Sur proposition de **M. Davies**, la commission approuve un nouveau titre : « Le besoin de justice sociale et fiscale et de confiance dans notre système démocratique, financier et fiscal ». **La présidente** clôt la réunion.

Liste des décisions

La Commission des questions sociales, de la santé, et du développement durable, réunie à Strasbourg :

- **Jeudi 23 juin 2016, à 8h30**, sous la présidence de Mme Stella Kyriakides (Chypre, PPE/DC), Présidente, en ce qui concerne :

- **Le besoin de justice sociale et fiscale et de confiance dans notre système démocratique / Pour une lutte efficace contre les dégâts de l'argent sale** (*Rapporteur : M. Stefan Schennach, Autriche, SOC*) : a examiné une note introductive, changé le titre comme suit « Le besoin de justice sociale et fiscale et de confiance dans notre système démocratique, financier et fiscal », et tenu une audition avec la participation de M. Boudezijn Van Looij, Analyste de politique fiscale, Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) ;

Tanja Kleinsorge, Maren Lambrecht-Feigl, Raul Mallaina, Alina Beliaeva, Sylvie Elter

cc. Secrétaire Général de l'Assemblée parlementaire
Directeur Général, Directeur et agents du Secrétariat de l'Assemblée parlementaire
Secrétaires des délégations nationales et des groupes politiques de l'Assemblée
Secrétaires des délégations d'observateurs et de partenaires pour la démocratie
Secrétaire Général du Congrès
Secrétaire du Comité des Ministres
Directeurs Généraux
Directeur de Cabinet du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe
Directeur du bureau du Commissaire aux droits de l'homme
Directeur de la Communication
Représentations Permanentes auprès du Conseil de l'Europe

**Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development
Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable**

List of presence / Liste de présence

Chairperson / Présidente :

Ms Stella KYRIAKIDES		Cyprus / Chypre
-----------------------------	--	-----------------

Vice-Chairpersons / Vice-Présidents :

Ms Sílvia Eloísa BONET		Andorra / Andorre
Mr Ögmundur JÓNASSON		Iceland / Islande
Mr Ionuț-Marian STROE		Romania / Roumanie

Members / Membres

1. Mr Petrit **VASILI** Albania / Albanie
2. Ms Sílvia Eloísa **BONET**
1st Vice Chairperson / 1^{er} vice-présidente Andorra / Andorre
3. M. Mikayel **MELKUMYAN** Armenia / Arménie
4. Mr Franz Leonhard **EßL** Austria / Autriche
5. Mr Stefan **SCHENNACH** Austria / Autriche
6. Mrs Sevinj **FATALIYEVA** Azerbaijan / Azerbaïdjan
7. Mr Ganira **PASHAYEVA** Azerbaijan / Azerbaïdjan
8. Ms Cindy **FRANSSSEN** Belgium / Belgique
9. Mr Stefaan **VERCAMER** Belgium / Belgique
10. Mme Milica **MARKOVIĆ** Bosnia and Herzegovina / Bosnie-Herzégovine
11. Mr Borislav **BORISOV** Bulgaria / Bulgarie
12. Mr Desislav **CHUKOLOV** Bulgaria / Bulgarie
13. Ms Nada **TURINA-ĐURIĆ** Croatia / Croatie
14. Ms Stella **KYRIAKIDES** Cyprus / Chypre
15. Mme Daniela **FILIPPOVÁ** Czech Republic / République tchèque
16. Ms Gabriela **PECKOVÁ** Czech Republic / République tchèque
17. Ms Aaja Chemnitz **LARSEN** Denmark / Danemark
18. Mr Jaak **MADISON** Estonia / Estonie
19. Ms Anne **KALMARI** Finland / Finlande
20. M. Damien **ABAD** France
21. Mme Maryvonne **BLONDIN** France
22. Mme Marie-Christine **DALLOZ** France
23. M. Denis **JACQUAT** France
24. Ms Guguli **MAGRADZE** Georgia / Géorgie
25. Ms Doris **BARNETT** Germany / Allemagne
26. Ms Sybille **BENNING** Germany / Allemagne
27. Ms Herlind **GUNDELACH** Germany / Allemagne
28. Mr Andrej **HUNKO** Germany / Allemagne
29. Ms Nina **KASIMATI** Greece / Grèce
30. Mr Evangelos **MEIMARAKIS** Greece / Grèce
31. Mr Márton **GYÖNGYÖSI** Hungary / Hongrie

Alternates / Remplaçant(e)s

- Ms Silva **CAKA**
- Mr Carles **JORDANA**
- Ms Naira **KARAPETYAN**
- Ms Angelika **WINZIG**
- Mr Andreas **SCHIEDER**
- Mr Vusal **HUSEYNOV**
- M. Muslum **MAMMADOV**
- M. Damien **THIÉRY**
- Ms Petra **De SUTTER**
- ZZ...
- Mr Antoni **TRENCHÉV**
- Ms Krasimira **KOVACHKA**
- Mr Josip **BILAVÉR**
- Ms Christiana **EROTOKRITOU**
- Mr Pavel **HOLÍK**
- Mr Rom **KOSTŘICA**
- Ms Christina **EGELUND**
- Ms Marianne **MIKKO**
- Ms Anne **LOUHELAINEN**
- Mme Catherine **QUÉRÉ**
- M. Gérard **BAPT**
- Mme Danielle **AUROI**
- M. Jean-Claude **FRÉCON**
- Mr Zviad **KVATCHANTIRADZE**
- Ms Elvira **DROBINSKI-WEIß**
- Mr Tobias **ZECH**
- Mr Axel E. **FISCHER**
- Ms Annalena **BAERBOCK**
- Mr Georgios **KRYITSIS**
- Ms Eleni **RAPTI**
- Ms Mónika **BARTOS**

- | | | |
|---|--|---------------------------------|
| 32. Ms Erzsébet SCHMUCK | Hungary / <i>Hongrie</i> | Mr Gábor HARANGOZÓ |
| 33. Mr Ögmundur JÓNASSON | Iceland / <i>Islande</i> | Ms Oddný HARÐARDÓTTIR |
| 34. Mr Joseph O'REILLY | Ireland / <i>Irlande</i> | Mr Michael McNAMARA |
| 35. Ms Maria Teresa BERTUZZI | Italy / <i>Italie</i> | Ms Eleonora CIMBRO |
| 36. Ms Nunzia CATALFO | Italy / <i>Italie</i> | Ms Cristina DE PIETRO |
| 37. Mr Giuseppe GALATI | Italy / <i>Italie</i> | Mr Francesco Maria AMORUSO |
| 38. Ms Laura PUPPATO | Italy / <i>Italie</i> | Ms Adele GAMBARO |
| 39. M. Andris BĒRZINŠ | Latvia / <i>Lettonie</i> | Ms Inese LAIZĀNE |
| 40. Mr Rainer GOPP | Liechtenstein | Mr Hubert LAMPERT |
| 41. Mr Arturas SKARDŽIUS | Lithuania / <i>Lituanie</i> | Ms Dangutė MIKUTIENĖ |
| 42. Mme Martine MERGEN | Luxembourg | Mme Françoise HETTO-GAASCH |
| 43. Mr Deo DEBATTISTA | Malta / <i>Malte</i> | Mr Charlò BONNICI |
| 44. Ms Liliana PALHOVICI | Republic of Moldova / <i>République de Moldova</i> | Mr Valeriu GHILETCI |
| 45. M. Jean-Charles ALLAVENA | Monaco | M. Christian BARILARO |
| 46. Mr Goran TUPONJA | Montenegro / <i>Monténégro</i> | ZZ... |
| 47. Mr Tuur ELZINGA | Netherlands / <i>Pays-Bas</i> | Ms Tineke STRIK |
| 48. Mr Paul SCHNABEL | Netherlands / <i>Pays-Bas</i> | Mr Ahmed MARCOUCH |
| 49. Ms Ingebjørg GODSKESEN | Norway / <i>Norvège</i> | Mr Tore HAGEBAKKEN |
| 50. Ms Margareta BUDNER | Poland / <i>Pologne</i> | Mr Krzysztof BREJZA |
| 51. Mr Krzysztof SITARSKI | Poland / <i>Pologne</i> | Ms Andżelika MOŹDŻANOWSKA |
| 52. Mr Andrzej WOJTYŁA | Poland / <i>Pologne</i> | Ms Agnieszka POMASKA |
| 53. M. Luís LEITE RAMOS | Portugal | ZZ... |
| 54. Mme Helena ROSETA | Portugal | ZZ... |
| 55. Mr Marian NEACȘU | Romania / <i>Roumanie</i> | Mr Ben-Oni ARDELEAN |
| 56. Mr Cezar Florin PREDA | Romania / <i>Roumanie</i> | Mr Attila Béla-Ladislau KELEMEN |
| 57. Mr Ionuț-Marian STROE
3rd Vice Chairperson / 3 ^{ème}
<i>vice-président</i> | Romania / <i>Roumanie</i> | Mr Viorel Riceard BADEA |
| 58. Mme Giovanna CECCHETTI | San Marino / <i>Saint-Marin</i> | Mr Gerardo GIOVAGNOLI |
| 59. Ms Elvira KOVÁCS | Serbia / <i>Serbie</i> | Mr Ninoslav STOJADINOVIĆ |
| 60. Mr Aleksandar SENIĆ | Serbia / <i>Serbie</i> | Mr Dejan KOVAČEVIĆ |
| 61. Ms Anna VEREŠOVÁ | Slovak Republic / <i>République Slovaque</i> | Ms Renata KAŠČÁKOVÁ |
| 62. Mr Jan ŠKOBERNE | Slovenia / <i>Slovénie</i> | Mr Andrej ŠIRCELJ |
| 63. Mr José Manuel BARREIRO | Spain / <i>Espagne</i> | Mme Maria Mercedes ROLDÓS |
| 64. Ms Melisa RODRÍGUEZ
HERNÁNDEZ | Spain / <i>Espagne</i> | Ms Ángela BALLESTER |
| 65. M. Ovidio SÁNCHEZ | Spain / <i>Espagne</i> | ZZ... |
| 66. Mr Markus WIECHEL | Sweden / <i>Suède</i> | Ms Boriana ÅBERG |
| 67. Ms Carina OHLSSON | Sweden / <i>Suède</i> | Ms Eva-Lena JANSSON |
| 68. M. Jean-Pierre GRIN | Switzerland / <i>Suisse</i> | Mr Hannes GERMANN |
| 69. Mme Liliane MAURY
PASQUIER | Switzerland / <i>Suisse</i> | M. Filippo LOMBARDI |
| 70. Mr Vladimir GJORCHEV | "The former Yugoslav Republic
of Macedonia" / "L'ex-
<i>République yougoslave de
Macédoine</i> " | Mr Imer ALIU |
| 71. Mr Mehmet BABAOĞLU | Turkey / <i>Turquie</i> | Mr İbrahim Mustafa TURHAN |
| 72. Ms Emine Nur GÜNAY | Turkey / <i>Turquie</i> | Mr Suat ÖNAL |
| 73. Mr İlhan KESİCİ | Turkey / <i>Turquie</i> | Mr Haluk KOÇ |
| 74. Mr Ertuğrul KÜRKCÜ | Turkey / <i>Turquie</i> | Ms Filiz KERESTECİOĞLU DEMİR |
| 75. Mr Oleksandr BILOVOL | Ukraine | Mr Vladyslav GOLUB |
| 76. Mr Serhii KIRAL | Ukraine | Mr Boryslav BEREZA |
| 77. Mr Viktor VOVK | Ukraine | Mr Oleksii GONCHARENKO |
| 78. Mr Mike WOOD | United Kingdom / <i>Royaume-Uni</i> | Ms Kelly TOLHURST |
| 79. Mr Geraint DAVIES | United Kingdom / <i>Royaume-Uni</i> | Mr John PRESCOTT |

80. Sir Jeffrey DONALDSON United Kingdom / *Royaume-Uni* Baroness Margaret EATON
 81. Lord George FOULKES United Kingdom / *Royaume-Uni* Baroness Doreen MASSEY

OTHER PARLIAMENTARIANS PRESENT / AUTRES PARLEMENTAIRES PRESENTS

- Mr / M. Piet De BRUYN Replaced Mr Stefaan Vercamer, Belgium /
 *Remplaçant de M. Stefaan Vercamer, Belgique*
 Mr / M. Salih FIRAT Replaced Mr Mehmet Babaoğlu, Turkey /
 *Remplaçant de M. Mehmet Babaoğlu, Turquie*

SPECIAL GUESTS / INVITES SPECIAUX

- Ms / Mme Maud de BOER-BUQUICCHIO United Nations Special Rapporteur on the sale of children,
 Child prostitution and child pornography /
 *Rapporteur spécial sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants*
 *et la pornographie mettant en scène des enfants, Nations Unies*
 Mr / M. Boudewijn Van LOOIJ Tax Policy Analyst, Organisation for
 Economic Co-operation and Development (OECD) /
 *Analyste de politique fiscale,*
 *Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE)*

PARTNERS FOR DEMOCRACY / PARTENAIRES POUR LA DEMOCRATIE

- Ms / Mme Sahar ALQAWASAMI Palestine / *Palestine*

EMBASSIES / PERMANENT REPRESENTATIONS AND DELEGATIONS
AMBASSADES / REPRESENTATIONS ET DELEGATIONS PERMANENTES

- Ms / Mme Naoual JOUIHRI Vice Consul, General Consulate of Morocco, Strasbourg
 *Vice Consul, Consulat Général du Royaume du Maroc à Strasbourg*
 Ms / Mme Renata KOWALSKA Deputy Permanent Representative, Poland /
 *Représentant permanent adjointe, Pologne*
 Ms / Mme Valérie LUEBKEN Deputy to the Permanent Representative of France /
 *Adjointe à la Représentante Permanente de France*
 Mr / M. Zeki ÖZTURK Deputy to the Permanent Representative of Turkey
 *Adjointe à la Représentante Permanente de Turquie*

SECRETARIAT OF DELEGATION OR OF POLITICAL GROUP /
SECRETARIAT DE DELEGATION OU DE GROUPE POLITIQUE

- Ms / Mme Francesca ARBOGAST Secretary, Socialist Group (SOC) / *Secrétaire, Groupe Socialiste (SOC)*
 Mr / M. Tom Van DIJCK Secretary, European Conservatives Group (EC) /
 *Secrétaire, Groupe de conservateurs européens (CE)*
 Ms / Mme Denise O'HARA Secretary, Group of the European People's party (EPP/CD) /
 *Secrétaire, Groupe du Parti populaire européen (PPE/DC)*
 Ms / Mme Dorthe BAKKE Norway / *Norvège*
 Ms / Mme Gunilla CARLANDER Finland / *Finlande*
 Mr / M. Federico CASELLI Italy / *Italie*
 Ms / Mme Valeria GALARDINI Italy / *Italie*
 Mr / M. Serkan GÖKÇE Turkey / *Turquie*
 Mr / M. Michael HILGER Germany / *Allemagne*
 Ms / Mme Sonja LANGENHAECK Belgium / *Belgique*
 Mr / M. Panicos POURGOURIDES Cyprus / *Chypre*
 Ms / Mme Kristen SCHNEIDEWINDT Germany / *Allemagne*
 Ms / Mme Voula SYRIGOS Greece / *Grèce*

ALSO PRESENT / EGALEMENT PRESENTS

Mr / M. Grégoire de FOMBELLE	International Union of European Guides and Scouts (IUEGS) / <i>Union Internationale des Guides et Scouts d'Europe (UIGSE)</i>
Ms / Mme Franziska HARTER	International Union of European Guides and Scouts (IUEGS) / <i>Union Internationale des Guides et Scouts d'Europe (UIGSE)</i>
Mr / M. Michel JULIEN	EUROCEF / <i>EUROCEF</i>
Ms / Mme Brigitte LE GOUIS.....	European Centre of the International Council of Women <i>Centre Européen du Conseil International des Femmes</i>
Mr / M. Thierry MATHIEU	Vice-Chairperson of the Committee on Democracy, <i>Social Cohesion and Global Challenges /</i> <i>Vice-Président de la Commission sur Démocratie</i> <i>Cohésion sociale et Enjeux Mondiaux</i>
Mr / M. Antoine MELLADO	Director of Advocacy, World Youth Alliance Europe / <i>Directeur de la promotion et sensibilisation,</i> <i>Forum de l'alliance mondiale de la jeunesse</i>
Ms / Mme Marion SÉNELLART DE VRIÈRE	Federation of Catholic Family Associations <i>in Europe (FAFCE) /</i> <i>Fédération des Associations Familiales Catholiques</i> <i>en Europe (FAFCE)</i>
Mr / M. Nicola SPERANZA	Policy Officer, Federation of Catholic Family <i>Associations in Europe (FAFCE)</i> <i>Responsable des politiques, Fédération des Associations Familiales</i> <i>Catholiques en Europe (FAFCE)</i>
Mr / M. Philippe TOUSSAINT	Federation of Catholic Family Associations in Europe (FAFCE) <i>Fédération des Associations Familiales Catholiques en Europe (FAFCE)</i>
Mr / M. Leendert VAN DOESBURG	European Christian Political Movement (ECPM) / <i>Mouvement politique chrétien européen (MPCE)</i>

COUNCIL OF EUROPE STAFF / SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE

NAME / NOM	DEPARTMENT / SERVICE
Ms / Mme Katherine ANDERSON	Secretariat of the Committee of Ministers / <i>Secrétariat du Comité des ministres</i>
Mr / M. Mikaël POUTIERS.....	DGII :Children's Rights Policies Coordination <i>Directorate General of Democracy</i> <i>Sexual Violence (Lanzarote Convention) /</i> <i>DGII : Direction générale de la Démocratie</i> <i>Violence sexuelle (Convention de Lanzarote)</i>
Ms / Mme Gioia SCAPPUCCI	DGII :Children's Rights Policies Coordination <i>Directorate General of Democracy</i> <i>Sexual Violence (Lanzarote Convention) /</i> <i>DGII : Direction générale de la Démocratie</i> <i>Violence sexuelle (Convention de Lanzarote)</i>
Ms / Mme Katrin UERPMANN.....	DGI : Directorate General Human Rights and Rule of Law, <i>Committee on Bioethics (DH-BIO)/</i> <i>DGI : Direction générale Droits de l'Homme et Etat de droit,</i> <i>le Comité de Bioéthique (DH-BIO),</i>
Ms / Mme Agnes VON MARAVIC	DGII : Children's Rights Policies Coordination, <i>Directorate General of Democracy /</i> <i>Co-ordination des politiques des droits des enfants</i> <i>DGII : Direction générale de la Démocratie</i>

PARLIAMENTARY ASSEMBLY / ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE**NAME / NOM**

Mr / M. Mario MARTINS Director General / *Directeur Général*
 Ms / Mme Nathalie BARGELLINI Communication / *Communication*
 Mr / M. Angus MACDONALD Communication / *Communication*

Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development / Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable**NAME / NOM**

Ms / Mme Tanja KLEINSORGE Head of the Secretariat / *Chef du Secrétariat*
 Ms / Mme Maren LAMBRECHT-FEIGL Secretary to the Committee / *Secrétaire de la commission*
 Mr / M. Raul MALLAINA GARCIA Co-Secretary to the Committee / *Co-Secrétaire de la commission*
 Ms / Mme Alina BELIAEVA Co-Secretary to the Committee / *Co-Secrétaire de la commission*
 Ms / Mme Jannick DEVAUX Project Manager / *Chef de projet*
 Ms / Mme Sylvie ELTER Assistant, Europe Prize / *Assistante, Prix de l'Europe*
 Ms / Mme Linda McINTOSH Principal Assistant / *Assistante principale*
 Ms / Mme Fatima NOUICER Assistant / *Assistante*